

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 DÉCEMBRE 1910.

Projet de loi approuvant la Convention du 11 août 1910 qui a déterminé les frontières de la Colonie belge du Congo et du Protectorat allemand de l'Afrique orientale.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le rapport des mandataires du Gouvernement belge chargés de préparer le traité de cession de l'État Indépendant du Congo à la Belgique a fait connaître les négociations en cours, au moment de la reprise, pour l'achèvement du grand travail de délimitation du territoire de l'État, qui s'est poursuivi successivement sur toutes les frontières depuis 1885.

La note annexée au rapport s'exprimait comme suit, en ce qui concerne la frontière séparant le Congo des possessions allemandes de l'Afrique orientale :

« Il reste à établir une entente avec le Gouvernement allemand au sujet de cette partie de la frontière commune que la Déclaration de neutralité a fixée à une ligne droite partant au point le plus septentrional du lac Tanganika jusqu'au point d'intersection du 30° est Greenwich avec le 4°20' latitude sud. »

Après que l'annexion du Congo eut été approuvée par les Chambres, le Gouvernement entama des négociations avec l'Allemagne en vue d'arriver à l'entente qu'il s'agissait de réaliser.

Il y avait entre les deux parties intéressées une divergence de vues sur la manière dont la frontière devait être tracée en vertu des actes internationaux existants.

H

. . .

L'État du Congo avait soutenu, et la Belgique reprit cette thèse, que la Déclaration de neutralité du 1^{er} août 1885 devait dominer le débat.

Par cet acte international, l'État du Congo porta à la connaissance des Puissances signataires de l'Acte général de la Conférence de Berlin sa volonté d'être perpétuellement neutre, comme l'article 10 de cet Acte général, auquel avait adhéré l'Association Internationale du Congo, lui en donnait la faculté.

La Déclaration de neutralité exigeait une description des limites du territoire auquel elle était destinée à s'appliquer.

En effet, toutes les Puissances représentées à la Conférence de Berlin de 1884-1885 avaient reconnu l'Association Internationale du Congo comme un État ami par des conventions spéciales conclues avec elle. Mais à quatre seulement de ces conventions (celles du 8 novembre 1884 avec l'Allemagne, du 5 février 1885 avec la France, du 14 février avec le Portugal et du 23 février avec la Belgique) des cartes avaient été annexées. Établies à une époque où l'Afrique centrale était mal connue, ces cartes étaient fort imparfaites. Dressées à une échelle réduite, elles portaient, hâtivement tracées à l'encre rouge au cours de pourparlers rapides, les limites du territoire revendiqué par l'Association Internationale du Congo. Elles présentaient entre elles des divergences qui peuvent s'expliquer par le fait que la conclusion des diverses conventions auxquelles elles étaient jointes fut le résultat d'une série de négociations successives et distinctes.

Entre les mois de février et d'août 1885 on pouvait constater que les limites du territoire congolais manquaient de concordance selon que l'on se reportait à l'une ou à l'autre de ces cartes.

En vue de prévenir des difficultés, il fallait mettre de l'unité dans les frontières et porter leur description exacte à la connaissance de toutes les Puissances qui avaient reconnu l'Association Internationale du Congo comme un État ami. Cela devint indispensable au moment où l'État Indépendant fit sa Déclaration de neutralité, et c'est pour ce motif que dans cet Acte international fut insérée la phrase suivante :

« Le régime de la neutralité s'appliquera au territoire de l'État Indépendant du Congo renfermé dans les limites qui résultent des traités successivement conclus par l'Association Internationale avec l'Allemagne, la France et le Portugal, traités notifiés à la Conférence de Berlin et annexés à ses protocoles, et qui sont ainsi déterminées : »

Puis vient une description des limites dont il n'y a lieu de retenir que ce qui suit :

« A l'est :

» Le 30^e degré de longitude est de Greenwich jusqu'à la hauteur de 1°20' de latitude sud ;

» Une ligne droite menée de l'intersection du 30^e degré de longitude

est avec le parallèle de 1°20' de latitude sud jusqu'à l'extrémité septentrionale du lac Tanganika;

» La ligne médiane du lac Tanganika; »

La Déclaration de neutralité avait été communiquée en projet, au mois de juillet 1885, au chancelier de l'Empire allemand, qui avait présidé la Conférence de Berlin. Le prince de Bismarck avait approuvé ses termes, ainsi qu'en fait foi une lettre adressée le 24 juillet 1885 au prince de Caraman-Chimay, ministre des Affaires étrangères de Belgique, par le comte de Beust, chargé d'affaires d'Allemagne à Bruxelles. Le comte de Beust s'exprimait dans les termes suivants :

» Il résulte de l'examen des limites de l'État du Congo, que ces limites correspondent en général avec celles qui ont été convenues dans les traités conclus jusqu'ici par l'Association Internationale avec l'Allemagne, la France et le Portugal. Son Altesse Sérénissime (le prince de Bismarck) n'élève aucune objection au sujet des concessions ultérieures que la France a faites dans sa convention avec l'Association Internationale et qui ne se trouvent pas dans le traité conclu par cette dernière avec l'Allemagne. Son Altesse ne s'oppose pas davantage à ce que le projet de notification fasse passer les limites orientales du nouvel État par le milieu des lacs Tanganika et Moëro, bien que, d'après le traité avec la France, la rive occidentale des deux lacs devrait constituer la frontière.

Pour le reste, le chancelier de l'Empire a déclaré approuver la rédaction des projets qui lui ont été soumis. »

Le Gouvernement belge, héritier de l'État Indépendant du Congo, voyait comme ce dernier, dans la Déclaration de neutralité du 4^{er} août 1885 approuvée par le prince de Bismarck, le titre qui, remplaçant les cartes antérieures, devait seul déterminer la frontière du Congo dans la section contiguë au Protectorat allemand de l'Afrique orientale.

* .

Le Gouvernement impérial attribuait, au contraire, à la Déclaration de neutralité, en ce qui concerne les frontières, le caractère d'un simple résumé des cartes annexées aux traités antérieurs conclus par l'Association Internationale du Congo. A l'appui de cette thèse, il invoquait les termes mêmes de la Déclaration, reproduits ci-dessus, et qui mentionnent les dits traités. Il alléguait encore que la lettre du comte de Beust au prince de Caraman-Chimay marquait que l'approbation du chancelier de l'Empire avait été donnée à la Déclaration, parce que les limites qui s'y trouvaient décrites correspondaient avec celles des cartes annexées aux traités et particulièrement avec celles de la carte jointe à la Convention du 5 février 1885 entre la France et l'Association Internationale.

D'après la thèse allemande, les découvertes ultérieures auraient démontré qu'en réalité au nord du lac Tanganika, la ligne de la Déclaration de neutralité ne correspondait pas à la ligne du traité franco-congolais, mais s'en écartait sensiblement vers l'est. Le Gouvernement allemand en concluait qu'en acceptant en 1885 la Déclaration de neutralité et en s'y référant dans plusieurs occasions au cours des années suivantes, il avait commis une erreur essentielle qui viciait son acceptation.

Dans ces conditions, la carte jointe au traité du 5 février 1885 entre la France et l'Association Internationale restait, pour le Gouvernement impérial, à raison même des termes de la lettre du comte de Beust, le titre constitutif de la frontière orientale de l'État du Congo dans la partie contiguë au Protectorat allemand de l'Est africain.

L'Allemagne se croyait, en conséquence, fondée à réclamer tout le territoire que lui eût donné la limite du traité du 5 février 1885 reportée sur une carte moderne, comme l'indique le trait bleu du croquis annexé au présent exposé des motifs :

La limite suivait sur la carte du 5 février 1885 la rivière Ruzizi depuis son embouchure dans le lac Tanganika jusqu'à une certaine distance du lac dont cette rivière forme l'écoulement. La limite quittait ensuite la rivière pour passer à l'ouest de son cours supérieur et du lac en question, et aboutir par une courbe régulière au point d'intersection du degré 4° de latitude sud avec le méridien 30° est de Greenwich.

On faisait valoir en Allemagne que la limite devait être tracée, sur une carte moderne aussi bien que sur le terrain, de manière à rester dans la même relation avec les divers accidents géographiques énumérés ci-dessus, malgré leur position réelle beaucoup plus occidentale qu'on ne le croyait en 1885, et l'on était amené ainsi à soutenir que l'Empire pouvait revendiquer les deux rives du lac Kivu et presque toute la région volcanique des monts Virunga, située au nord-est de ce lac.

..

Tels étaient, en résumé, les points de vue contradictoires où se plaçaient les deux Gouvernements intéressés. Au moment de la reprise du Congo, leurs thèses respectives ne se dégagèrent pas avec une netteté parfaite de l'ensemble d'une situation qui était, au contraire, devenue fort confuse. Ceci n'avait du reste rien qui dût étonner.

Les origines du conflit remontaient, en effet, à vingt-cinq ans puisqu'elles se rattachaient aux négociations qui avaient amené la reconnaissance de l'Association Internationale du Congo par les Puissances en 1884-1885. La controverse avait commencé vers l'année 1898, à l'époque où les régions voisines du lac Kivu avaient été effectivement occupées par les agents des deux parties intéressées. Il est aisé de comprendre que pendant une aussi longue période de temps des incidents nombreux étaient venus compliquer

la situation; il avait fallu conclure des arrangements provisoires pour régler sur place les relations des autorités des deux pays; ces arrangements eux-mêmes étaient l'objet d'interprétations divergentes; des tentatives avaient été faites pour régler le fond du litige, notamment en 1900, époque à laquelle M. Beernaert fut envoyé à Berlin par le Roi-Souverain dans le but de négocier un accord. On s'aperçut alors que l'on ne connaissait pas suffisamment la région contestée, et les pourparlers aboutirent à la constitution d'une commission mixte qui fut chargée de relever la carte de tout le territoire avoisinant le lac Kivu et les monts Virunga.

Les membres allemands et belges de la Commission mixte ne purent s'entendre sur la portée de leurs instructions ni sur le sens de certaines expressions géographiques, et leurs divergences d'opinion donnèrent lieu à de nouvelles difficultés entre les deux Gouvernements.

Enfin une tierce Puissance, la Grande-Bretagne, élevait des prétentions sur une partie du territoire déjà revendiqué par l'Allemagne et par l'État du Congo.

Par un traité du 1^{er} juillet 1890, l'Allemagne et la Grande-Bretagne avaient délimité leurs sphères respectives d'influence dans l'Afrique orientale. D'après ce traité, le « mont Mfumbiro » devait appartenir à la Grande-Bretagne. Cette Puissance avait plus tard conclu avec le Souverain de l'État Indépendant du Congo la Convention du 12 mai 1894 qui plaçait au 30^e méridien est de Greenwich (comme la Déclaration de neutralité de 1885) la limite respective des possessions congolaises et britanniques au nord de la sphère allemande de l'Est africain. La Convention du 12 mai 1894 ne mentionnait pas le mont Mfumbiro, mais son préambule contenait la reconnaissance par le Souverain de l'État Indépendant du Congo de la sphère d'influence britannique telle qu'elle avait été délimitée par l'accord anglo-allemand du 1^{er} juillet 1890.

L'Angleterre soutenait que, de ce chef, l'État du Congo lui avait reconnu la souveraineté du mont Mfumbiro; elle rappelait, au surplus, que, sur les cartes de 1894, le mont Mfumbiro était figuré à l'est du 30^e méridien de Greenwich et elle voyait dans ce fait la confirmation de l'intention qu'elle prêtait aux signataires de la Convention du 12 mai 1894 d'attribuer cette montagne à la souveraineté britannique.

Le Gouvernement anglais prétendait que le mont Mfumbiro de Speke et de Stanley comprenait la chaîne volcanique des monts Virunga toute entière ⁽¹⁾.

L'Allemagne, liée vis-à-vis de la Grande-Bretagne par son traité du 1^{er} juillet 1890, et se croyant des titres vis-à-vis de l'État du Congo à la possession de la chaîne des Virunga, s'était montrée disposée à abandonner à l'Angleterre une grande partie de cette région montagneuse.

(1) Le trait vert de la carte annexée au présent exposé des motifs indique le district que réclamait l'Angleterre.

*
* *

La situation qui résultait de ce concours de prétentions convergentes et contradictoires était telle qu'il apparut bientôt que seule une Conférence de délégués des trois Puissances intéressées pourrait arriver, par des discussions verbales, à préciser les points de vue et à préparer un accord général.

Dès l'automne de 1909, le Gouvernement allemand prit l'initiative de proposer des pourparlers en commun. Le Gouvernement du Roi se rallia à cette proposition, de même que le Gouvernement britannique, celui-ci en stipulant toutefois que le fait de sa participation n'entraînerait pas la reconnaissance de l'annexion du Congo à la Belgique. Au début du mois de décembre 1909, les trois Gouvernements se trouvèrent d'accord pour réunir à Bruxelles, à la date du 7 janvier 1910, la Conférence proposée.

La mort du roi Léopold II fit ajourner quelque peu la première réunion des délégués qui eut lieu le 8 février 1910.

*
* *

Les Délégués belges furent : MM. Van den Heuvel, Ministre d'État ; van Maldeghem, premier président de la Cour de cassation, et le baron van der Elst, secrétaire général du Département des Affaires étrangères. L'Allemagne fut représentée par MM. Ebermaier et le baron de Danckelman, conseillers intimes supérieurs de régence au Département impérial des Colonies, et le baron de Lersner, du Département des Affaires étrangères de l'Empire.

La Grande-Bretagne confia la défense de ses intérêts à Sir Arthur Hardinge, son Ministre plénipotentiaire à Bruxelles, au colonel Close, directeur du service cartographique au War Office, à M. Tilley, directeur de la section des affaires africaines au Foreign Office, et au capitaine Behrens, officier du génie.

Les négociations, qui furent laborieuses, se prolongèrent jusqu'au 14 mai.

A cette date, les délégués se trouvèrent d'accord pour signer et proposer à leurs mandants une série d'arrangements transactionnels destinés à fixer les frontières entre l'Afrique orientale allemande et la Colonie du Congo, — entre cette dernière et le Protectorat britannique de l'Uganda — et enfin entre l'Uganda et l'Afrique orientale allemande.

Le projet d'arrangement entre la Belgique et l'Allemagne a été confirmé le 14 août dernier par une Convention en due forme signée par les plénipotentiaires des deux pays.

Avant de ratifier cette Convention, le Gouvernement belge a voulu la soumettre à l'approbation des Chambres législatives en leur présentant le projet de loi dont le texte est ci-annexé.

Le projet de Convention anglo-belge du 14 mai 1910 a une portée un peu plus étendue que ne le prévoyait le cadre assigné aux travaux des Délégués

belges et britanniques. Ceux-ci, chargés d'examiner la question du Mfumbiro, furent amenés, par la force des choses, à étudier aussi le litige de frontières dit du 30^e méridien et à proposer à leurs Gouvernements une solution embrassant à la fois ces diverses questions.

Le projet de Convention anglo-belge sera ultérieurement confirmé, comme l'a déjà été l'arrangement belgo-allemand par une Convention en forme, mais, dès à présent, le Gouvernement britannique a fait connaître au Gouvernement du Roi qu'il est disposé à l'approuver et prêt à l'exécuter sur place à titre provisoire.

L'ordre public ne peut s'accommoder plus longtemps du régime spécial qui a été établi de commun accord il y a quelques années. En stipulant que les deux Parties s'abstiendraient d'occuper les zones contestées, ce régime a eu pour résultat de soustraire à toute influence civilisatrice et même à toute autorité une étendue considérable du pays avoisinant le 30^e méridien.

Le troisième des arrangements du 14 mai 1910, signé par les seuls Délégués anglais et allemands, n'intéresse pas directement la Belgique. Il constitue la mise au point de la frontière des sphères d'influence de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne, rendue nécessaire par les nouveaux accords de ces deux Puissances avec la Belgique et destinée à interpréter définitivement leur propre accord du 1^{er} juillet 1890 concernant le mont Mfumbiro.

Actuellement les Chambres ne sont invitées à se prononcer qu'au sujet de l'accord intervenu entre l'Allemagne et la Belgique, sur la portée duquel le Gouvernement croit devoir donner les explications suivantes.

. . .

Lorsque les Délégués de la Belgique et de l'Allemagne se furent rendu compte qu'aucune des deux parties ne renoncerait à la thèse de droit qu'elle avait défendue, et que la seule manière d'aboutir à un accord serait de trouver une solution transactionnelle, ils furent amenés à rechercher si, entre les limites extrêmes de leurs revendications respectives, il ne se trouverait pas une suite d'accidents géographiques qui pourrait former une frontière naturelle acceptable pour les deux intéressés.

Les Délégués belges ne contestaient pas, du reste, que la ligne astronomique qui, d'après la Déclaration de neutralité de 1885, formait la frontière, eût été destinée, dans la pensée des rédacteurs de cet Acte international, à être remplacée par une frontière plus rationnelle à l'époque où l'Afrique centrale aurait été mieux connue.

La région en litige est traversée par le grand fossé géologique ou « Graben » qui coupe dans une direction sud-nord l'Afrique orientale sur une distance de 12 degrés de latitude environ et le long duquel s'échelonnent les lacs Tanganika, Kivu, Édouard et Albert.

Le fond de ce fossé, c'est-à-dire la vallée de la Ruzizi et le lac Kivu lui-même, présentait une ligne naturelle qui s'imposait à l'attention des négociateurs.

Cette ligne ne partage pas en deux parties absolument égales le territoire contesté, mais il n'en existe pas d'autre qui puisse fournir une frontière géographique acceptable.

En outre, tout le pays situé à l'est de la Ruzizi et du lac Kivu a pour chef le puissant sultan du Ruanda, qui règne sur un million et demi de sujets d'après certaines estimations, et dont la majeure partie des domaines se trouve située en territoire reconnu comme incontestablement allemand, c'est-à-dire à l'est de la ligne droite joignant l'extrémité du Tanganika au point de jonction du méridien 30° avec le parallèle 4°20'.

La frontière définitive qu'il s'agissait de choisir devait évidemment tenir compte des unités politiques indigènes de quelque importance, des divisions ethnographiques aussi bien que des accidents géographiques proprement dits. A cet égard encore la ligne Ruzizi-Kivu était tout indiquée.

Enfin, ni la Belgique ni l'État du Congo n'avaient jamais administré la partie de territoire qu'ils revendiquaient à l'est de cette ligne. Dès le mois de novembre 1899, à l'époque même où l'occupation des régions orientales de l'État du Congo se poursuivait méthodiquement, le capitaine Hecq, chargé de prendre possession du territoire situé à l'est du lac Kivu et de la Ruzizi, où les agents congolais n'avaient auparavant fait que des actes d'occupation temporaire, trouva les Allemands déjà installés. Il fut obligé de signer un arrangement avec le commandant Bethe, chef des troupes allemandes, arrangement qui laissait l'administration du pays aux mains des autorités impériales, tout en permettant aux Belges d'occuper certains postes avec des forces en nombre égal à celles des Allemands. Cet arrangement avait été ratifié à Bruxelles comme à Berlin.

Il s'ensuit que depuis douze ans l'État du Congo n'avait occupé à l'est de la Ruzizi et du lac Kivu que les trois postes de Goma, Shangugu et Nya-Kagunda sans jamais exercer aucune autorité sur les indigènes de ce district.

Les considérations qui précèdent amenèrent les Délégués des deux Gouvernements à choisir pour y placer la frontière entre les possessions belges et allemandes ⁽¹⁾ le thalweg de la Ruzizi depuis son embouchure jusqu'à sa sortie du lac Kivu. Près du lac Tanganika la rivière forme un petit delta dans lequel un vassal du roi de Ruanda exerce certains droits. La branche occidentale du delta fut, pour ce motif, choisie comme limite.

A travers le lac Kivu la frontière fut tracée de manière à laisser à chacune des deux parties un certain nombre d'îles. Les plus importantes, Kwidjwi et Iwinza, furent attribuées à la Belgique.

Soumises en fait au régime de l'arrangement Bethe-Hecq, ces îles étaient jusqu'ici sous l'administration allemande. Pour en assurer la souveraineté définitive à la Belgique, les commissaires belges firent valoir qu'elles ne pouvaient être considérées comme faisant partie du territoire du Ruanda,

(1) Voir le trait rouge de la carte annexée au présent exposé des motifs.

et que, si l'on voulait effectuer un partage équitable des zones contestées, elles ne pouvaient être attribuées au Protectorat allemand. Les Délégués de l'Empire finirent par se rendre aux raisons de leurs collègues belges, moyennant la promesse de respecter les droits privés acquis dans l'île par les missionnaires allemands et certains droits d'usage appartenant aux indigènes de la côte orientale du lac Kivu.

Au nord du lac, le projet de Convention du 14 mai a dû se borner à fixer dans ses grands traits la direction de la frontière.

La Conférence de Bruxelles a indiqué comme la meilleure ligne naturelle la crête de la chaîne des Virunga qui forme vers le nord la limite du Ruanda et constitue une sorte de barrière jetée en travers du « Graben ». Mais la Belgique ayant un intérêt capital à conserver la route qui mène du lac Kivu à Rutchuru en passant entre le volcan Tcha-nina-Gongo et les volcans Karissimbi et Mikeno, il fut décidé que la frontière s'amorcerait à la rive nord du lac Kivu à l'est de Goma. De là, elle gagnerait le sommet du Karissimbi, point culminant des Virunga ⁽¹⁾, en restant constamment à l'est de la route en question, mais en la serrant d'assez près, de façon à diminuer le moins possible le territoire du sultan de Ruanda qui comprend quelques agglomérations situées à proximité. Certaines de ces agglomérations se trouvent même à l'ouest de la route. C'est pourquoi une disposition de la Convention stipule que les indigènes habitant dans un rayon de 10 kilomètres à l'ouest de la nouvelle frontière auront un délai de six mois pour se transporter avec leurs biens meubles et leurs troupeaux sur le territoire allemand, c'est-à-dire pour rentrer dans les nouvelles limites du Ruanda.

Après avoir atteint le sommet du Karissimbi, la frontière belgo-allemande se dirige par le sommet du volcan Vissoke ou Kishasha sur le sommet principal du Sabinio où elle se termine.

Ce dernier sommet a été choisi par les Délégués des trois pays intéressés pour former le point de contact nouveau des territoires allemand, belge et anglais.

A l'est du Sabinio commence la nouvelle frontière anglo-allemande qui continue à suivre la crête des Virunga, pour se prolonger jusqu'au lac Victoria. Vers le nord s'amorce la nouvelle frontière anglo-belge dont la direction est indiquée par un pointillé rouge sur la carte annexée au présent exposé des motifs.

La Grande-Bretagne a renoncé en effet à réclamer le massif entier des Virunga, pour se contenter d'obtenir l'accès aux trois pics les plus orientaux de la chaîne, avec la plaine volcanique qui en forme le versant nord. Cette plaine porte le nom indigène d'Ufumbiro, et c'est ce nom que Speke et Stanley appliquèrent jadis, sur la foi de renseignements indigènes, à ceux des volcans eux-mêmes qu'ils avaient pu apercevoir du Karagwe, district situé à une grande distance vers l'est.

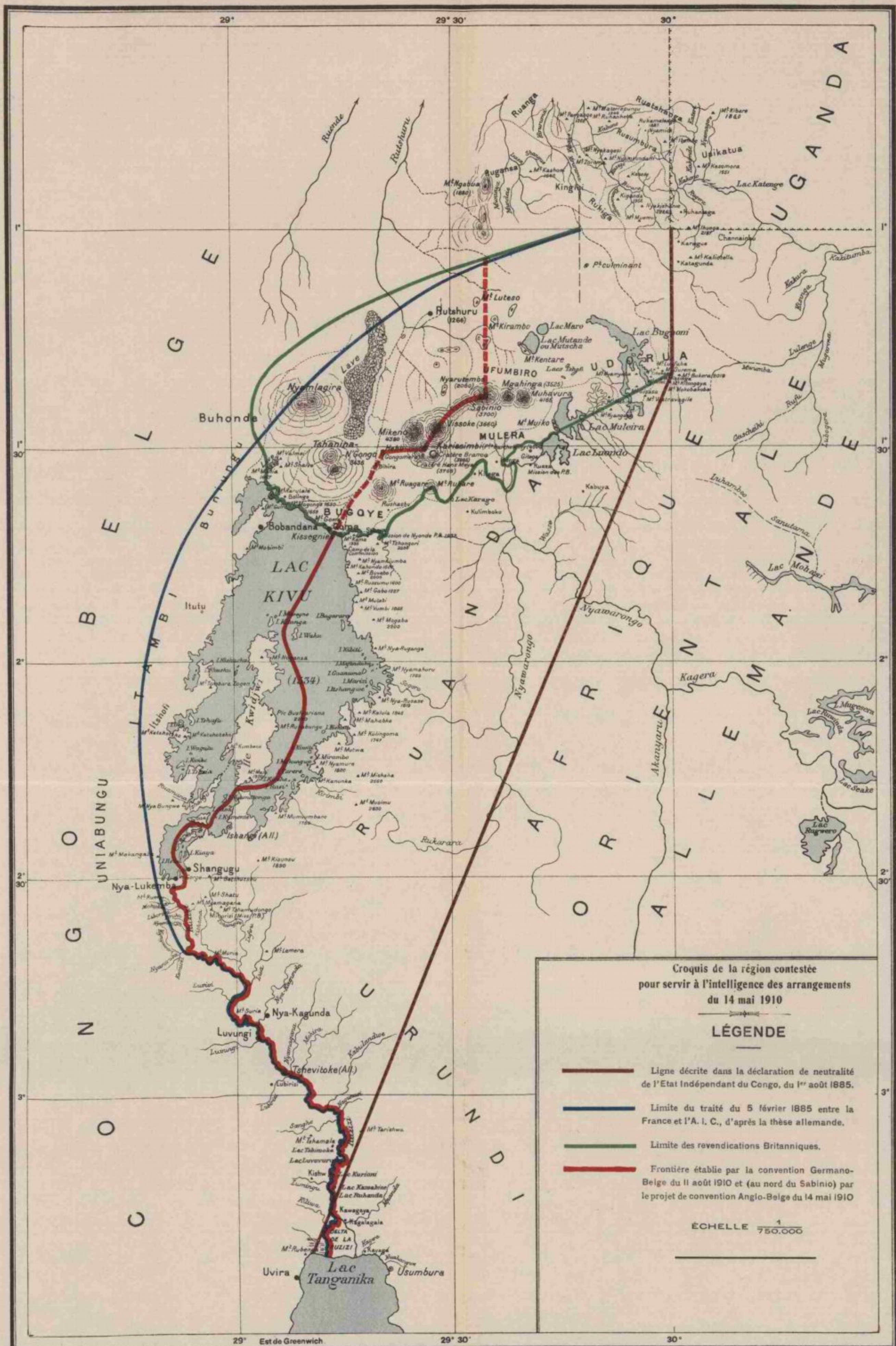
(1) Ce secteur de la frontière est indiqué en pointillé sur la carte annexée au présent exposé des motifs.

Une commission mixte de techniciens désignés par les trois Gouvernements allemand, britannique et belge est actuellement en route pour l'Afrique centrale afin de parachever sur place l'œuvre de la Conférence de Bruxelles et de permettre son exécution immédiate.

Les dispositions de la Convention du 11 août 1910 avec l'Empire allemand qui ne sont pas analysées ci-dessus ne paraissent pas avoir besoin d'explications supplémentaires. Le Gouvernement a la confiance que les Chambres approuveront cette Convention et qu'elles se féliciteront avec lui de voir se terminer, d'une manière qui donne satisfaction aux deux parties intéressées, une controverse qui a longtemps pesé sur les relations de l'État Indépendant du Congo avec l'Allemagne.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

J. DAVIGNON.



Projet de loi approuvant la Convention du 11 août 1910 qui a déterminé les frontières de la Colonie belge du Congo et du Protectorat allemand de l'Afrique orientale.

Ontwerp van wet tot goedkeuring van de overeenkomst van 11 Augustus 1910, waarbij de grenzen van de Belgische Kolonie Congo en van het Duitsche Protectoraat in Oost-Afrika werden vastgesteld.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé, en Notre nom, de présenter aux Chambres le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention du 11 août 1910, qui a déterminé les frontières de la Colonie belge du Congo et du Protectorat allemand de l'Afrique orientale, sortira ses pleins et entiers effets.

Donné à Lacken, le 22 décembre 1910.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUTEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast, in Onzen naam, aan de Kamers het wetsontwerp voor te leggen, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De overeenkomst van 11 Augustus 1910, waarbij de grenzen van de Belgische Kolonie Congo en van het Duitsche Protectoraat in Oost-Afrika werden vastgesteld, zal hare volle en algeheele kracht hebben.

Gegeven te Laken, den 22^{en} December 1910.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.

9

CONVENTION

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges et le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, s'étant entendus pour déterminer par une convention diplomatique les frontières de la Colonie belge du Congo et du Protectorat allemand de l'Afrique orientale, sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE I.

Est approuvé l'arrangement signé à Bruxelles, le 14 mai 1910, entre les délégués du Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges et ceux du Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, en vue de la fixation du tracé d'une frontière définitive entre la Colonie du Congo belge et le Protectorat allemand de l'Afrique orientale au nord du Tanganika.

Ledit arrangement demeurera annexé à la présente Convention dont il fera partie intégrante.

ARTICLE II.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Bruxelles le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires

Die Regierung Seiner Majestät des Königs der Belgier und die Regierung Seiner Majestät des Deutschen Kaisers und Königs von Preussen sind übereingekommen, durch eine diplomatische Vereinbarung die Grenzen der Belgischen Kongokolonie und des Schutzgebiets von Deutsch-Ostafrika zu regeln, und haben dabei folgendes festgesetzt :

ARTIKEL I.

Es wird das zu Brüssel am 14. Mai 1910 von den Delegierten der Regierungen Seiner Majestät des Königs der Belgier und Seiner Majestät des Deutschen Kaisers und Königs von Preussen unterzeichnete Abkommen in Betreff der endgültigen Festlegung der Grenzlinie zwischen der belgischen Kongokolonie und den Schutzgebiet von Deutsch-Ostafrika nördlich des Tanganika gutgeheissen.

Das genannte Abkommen bleibt der gegenwärtigen Vereinbarung als wesentlicher Bestandteil beigelegt.

ARTIKEL II.

Die gegenwärtige Vereinbarung wird ratifiziert und die Ratifikationsurkunden werden in möglichst kürzer Frist zu Brüssel ausgetauscht werden.

Zu Urkunde dessen haben die beider-

respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Bruxelles, le 11 août 1910.

*Le Ministre des Affaires Étrangères de
Sa Majesté le Roi des Belges,*

seitigen Bevollmächtigten die gegenwärtige Uebereinkunft vollzogen und ihre Siegel beigedrückt.

Brussel, den 11. August 1910.

*Der Königliche Belgische Minister der
Auswärtigen Angelegenheiten,*

(L. S.) DAVIGNON.

*L'Envoyé Extraordinaire et Ministre
Plénipotentiaire de Sa Majesté l'Em-
pereur d'Allemagne, Roi de Prusse,*

*Der Ausserordentliche Gesandte und
Bevollmächtigte Minister Seiner Ma-
jestät des Deutschen Kaisers und
Königs von Preussen,*

(L. S.) H. VON FLOTOW.

Les soussignés, délégués par leurs Gouvernements respectifs pour étudier et fixer le tracé d'une frontière définitive entre la Colonie du Congo belge et l'Est africain allemand, au nord du lac Tanganika, se sont trouvés d'accord pour déterminer ladite frontière de la manière suivante, sous réserve de l'approbation de leurs Gouvernements :

Du lac Tanganika au lac Kivu :

La frontière abandonnant la ligne médiane du lac Tanganika s'infléchit pour suivre le thalweg de la branche principale occidentale du delta de la Ruzizi jusqu'à la pointe nord de ce delta.

Elle emprunte ensuite le thalweg de cette rivière jusqu'au point où elle sort du lac Kivu. Aux endroits où la rivière se divise en plusieurs branches, les autorités locales détermineront aussitôt que possible la branche principale dont le thalweg formera la frontière.

A travers le lac Kivu :

La frontière suit la ligne indiquée sur la carte I ci-jointe. Cette ligne, partant de la Ruzizi, aboutit au nord en un point de la rive situé à égale distance de Goma (poste) et Kissegnies (boma).

Elle laisse à l'ouest notamment les

Die Unterzeichneten, welche von ihren beiderseitigen Regierungen beauftragt sind, im Norden des Tanganikasees eine endgültige Grenze zwischen der belgischen Kongokolonie und Deutsch-Ostafrika zu beraten und festzusetzen, sind übereingekommen, diese Grenze vorbehaltlich der Genehmigung ihrer Regierungen wie folgt zu bestimmen :

Vom Tanganikasee bis zum Kiwusee :

Die Grenze biegt in dem nördlichen Teil des Tanganikasees von der Mittellinie dieses Sees in den Talweg des westlichen Hauptarmes des Ruzizi-flusses ein und folgt dann dem Talweg dieses Flussarmes aufwärts bis zur Nordspitze des Deltas.

Von hieraus folgt sie dem Talweg des Ruzizi bis zu seinem Austritt aus dem Kiwusee. An Stellen an denen sich der Fluss in mehrere Arme teilt, sollen die örtlichen Verwaltungsorgane sobald als möglich den Hauptarm feststellen. Der Talweg dieses Hauptarms gilt als Grenze.

Durch den Kiwusee :

Die Grenze folgt der auf der beiliegenden Karte I eingetragenen Linie. Diese Linie beginnt am Ausfluss des Ruzizi und endigt im Norden an einem Punkt des Seeufers, der mittwegs zwischen dem Ngoma-Posten und der Boma von Kissenji liegt.

Diese Linie lässt unter anderm die

îles Iwinza, Nyamaronga, Kwidjwi et Kitanga, qui appartiendront à la Belgique, et à l'est les îles Kikaya, Gombo, Kumenie et Wai (Wahu), qui appartiendront à l'Allemagne.

Au nord du lac Kivu :

La frontière suit d'abord, dans la direction du nord, autant que possible, le méridien du point situé à mi-chemin entre la station belge de Goma et le boma de la station allemande de Kissegnies jusqu'à une distance de 500 mètres au sud du chemin marqué en rouge sur la carte II ci-jointe, allant de Goma par Bussoro-Iwuwi-Niakawanda-Buhamba, au col entre le Rukeri et le Hehu. Pour le tracé de ce méridien, il y a lieu de tenir compte des établissements indigènes que cette ligne rencontrerait, de telle façon qu'ils restent, autant que possible, en territoire allemand.

A partir de ce point, la frontière se détourne dans la direction du nord-est et court à une distance de 500 mètres à l'est du chemin indiqué ci-dessus jusqu'à la hauteur du parallèle de Niakawanda marqué en noir sur la carte II.

Là où le terrain permet d'adopter, pour la frontière, des points de repère naturels, la frontière pourra s'écarter jusqu'à 1,000 mètres à l'est du tronçon de chemin précité.

Ce n'est que dans le cas où l'écartement aurait pour effet de séparer des établissements indigènes du territoire allemand que l'éloignement de 500 mètres dudit chemin ne pourra en principe être dépassé.

Inseln Iwindje, Kinjavaranga (Njamaronge), Kwidjwi und Kitanga, die belgisch werden, westlich und die Inseln Ihaja (Kikaja), Ngombo, Kimenje und Wai, die deutsch werden, östlich liegen.

Im Norden des Kiwusees :

Die Grenze folgt zunächst nach Norden bis auf eine Entfernung von 500 Meter südlich des auf der anliegenden Karte II mit roter Farbe eingetragenen Weges, der von Ngoma über Bussoro-Iwuwi-Niakawanda-Buhamba zur Passhöhe zwischen dem Rukeri und Hehuberge führt, so nahe wie möglich dem Meridian des Punktes, der halbwegs zwischen dem belgischen Posten Ngoma und der Boma der deutschen Station Kissenji liegt. Dabei ist auf die im Zuge des Meridians etwa liegenden Eingeborensiedelungen in der Weise Rücksicht zu nehmen, dass sie tunlichst nicht vom deutschen Gebiet abgeschnitten werden.

Vom nördlichsten Punkte der wie vorstehend durch den Meridian bestimmten Grenze wendet sich diese nach Nordosten und verläuft bis in die Höhe des durch Niakawanda gezogenen und auf der anliegenden Karte II schwarz eingezeichneten Breitenparallels in einer Entfernung von 500 Meter östlich des vorerwähnten Weges.

Wo das Gelände die Möglichkeit bietet, sich an natürliche Grenzen anzupassen, darf die Entfernung der Grenze östlich der Wegestrecke bis zu 1,000 Meter betragen.

Nur dort, wo die Ausbiegung zur Folge haben würde, dass Eingeborensiedelungen vom deutschen Gebiet abgeschnitten werden, soll die Entfernung von 500 Meter östlich des Weges grundsätzlich nicht überschritten werden.

Au nord de Niakawanda le chemin n'est indiqué sur la carte II ci-annexée que d'une façon approximative.

Il est entendu que si le chemin s'écarte plus vers l'est que ne le montre la carte, la frontière ne pourra dépasser à l'est la plus grande dépression de terrain entre les versants du Niragongo et du Karissimbi indiquée approximativement par une ligne verte sur la carte II ci-annexée.

Au nord du parallèle de la colline de Bihira, la frontière doit être tracée de manière que, se détournant vers l'est et utilisant, dans la mesure du possible, les accidents du terrain, elle atteigne, en passant à mi-chemin environ entre le Bihira et le Buhamba (voir carte II ci-jointe), la pointe nord du Hehu.

La section de frontière décrite ci-dessus à partir de la rive septentrionale du Kivu jusqu'au parallèle passant par le sommet septentrional du Hehu sera fixée et délimitée sur le terrain par une Commission mixte d'après les principes établis plus haut.

A partir du sommet du Hehu, la frontière se dirige en ligne droite sur le point culminant du Karissimbi (Barthelemyspitze). De la pointe du Karissimbi, la frontière se dirige en ligne droite vers le sommet du Vissoke (Kishasha). De là elle atteint le sommet principal du Sabinio en suivant la crête de la chaîne de petits cratères qui s'étend entre ces deux volcans. Le sommet du Sabinio marque le point de contact des territoires allemand, belge et anglais. Au delà de ce point commence vers l'est la frontière anglo-allemande et vers le nord la frontière anglo-belge.

La frontière qui partage les eaux du lac Kivu ne sera pas considérée comme une ligne de douane. En con-

Nördlich von Niakawanda ist der Weg auf der anliegenden Karte II nur annähernd wiedergegeben.

Es herrscht Einverständnis, dass, falls der Weg dort weiter nach Osten ausbiegt, als die Karte zeigt, die Grenze nach Osten nicht über die auf der anliegenden Karte II grün angedeutete tiefste Senkung zwischen den Hängen des Niragongo und des Karissimbi hinausgehen darf.

Nordwärts von dem Breitenparallel des Bihira-Hügels soll die Grenze so geführt werden, dass sie nach Osten ausbiegend und mittwegs zwischen Bihira und Buhamba hindurchführend unter tunlichster Benutzung natürlicher Terrainverhältnisse die Nordspitze des Hehu erreicht (vergleiche die anliegende Karte II).

Der oben beschriebene Grenzabschnitt vom Nordufer des Kiwusees bis zu dem durch die Nordspitze des Hehu laufenden Breitenparallel soll durch eine gemischte Kommission nach den vorstehend gegebenen Richtlinien an Ort und Stelle vermarktet werden.

Von der Nordspitze des Hehu verläuft die Grenze in gerader Linie bis zur höchsten Spitze des Karissimbi (Barthelemyspitze). Von der Spitze des Karissimbi wendet sich die Grenze in gerader Linie auf die Spitze des Vissoke (Kishasha). Von hier erreicht sie, der Kette der zwischen diesen beiden Vulkanen liegenden kleinen Krater folgend, die höchste Spitze des Sabinjo (Sabinjo). Die Spitze des Sabinjo (Sabinjo) bildet den Punkte, an dem die deutschen, belgischen und britischen Gebiete zusammenstossen. Hier beginnt nach Osten zu die deutsch-britische, nach Norden zu die belgisch britische Grenze.

Soweit die vorbeschriebene Grenze die Wasseroberfläche des Kiwusees schneidet, soll die Linie nicht als Zollgrenze

séquence, la législation douanière des deux Colonies riveraines ne sera pas appliquée aux marchandises transportées par les embarcations qui, au cours de leur navigation sur le lac, auraient franchi la frontière, à moins qu'il n'y ait déchargement, transbordement ou tentative de fraude.

Cette disposition ne porte pas atteinte au droit de surveillance et de police que les autorités des Colonies riveraines exercent sur les eaux soumises à leur souveraineté respective.

Les indigènes habitant au nord du lac Kivu dans un rayon de 10 kilomètres à l'ouest de la frontière décrite ci-dessus auront, pendant un délai de six mois, à partir du jour où les travaux de délimitation sur place seront terminés, la faculté de se transporter avec leurs biens meubles et leurs troupeaux sur le territoire allemand. Ceux qui auront usé de cette faculté seront autorisés à procéder librement à la récolte des moissons qui se trouvaient sur pied au moment de leur départ.

Dans l'intérêt du maintien du prestige de la race blanche vis-à-vis des indigènes, l'exécution de cette convention devra avoir lieu, notamment en ce qui concerne l'évacuation des stations et des postes, l'enlèvement des drapeaux et des autres emblèmes d'autorité, dans une forme qui rende évidente aux indigènes la continuation des relations amicales existant entre les deux Gouvernements.

Les détails de la remise solennelle des postes seront fixés de commun accord par les fonctionnaires locaux des deux Colonies qui seront pourvus aussi

gelten; das heisst: die Bestimmungen über Ein- und Ausfuhr, wie sie in den beiderseitigen Uferstaaten Geltung haben, sollen nicht auf Verschiffungen Anwendung finden, die auf der Fahrt über den See diese Grenze überschreiten, es sei denn, dass die Ware ausgeladen oder auf dem See von Fahrzeug zu Fahrzeug umgeladen wird oder es sich um Versuch des Schmuggels handelt.

Durch diese Bestimmung soll das Recht der Ueberwachung und der Ausübung der Polizeigewalt auf der der Territorialhoheit der Uferstaaten unterliegenden Wasserfläche jedoch nicht berührt werden.

Den innerhalb einer Entfernung von 10 Kilometer westlich der oben beschriebenen Grenze in dem Gebiet nördlich des Kiwusees wohnenden Eingeborenen wird das Recht vorbehalten, innerhalb einer Frist von sechs Monaten, gerechnet vom Tage des Abschlusses der Vermarkungsarbeiten an Ort und Stelle, mit ihrer gesamten fahrenden Habe einschliesslich des Viehes auf deutsches Gebiet überzusiedeln, auch die zur Zeit der Uebersiedelung auf dem Felde noch aufstehende Frucht nach Eintritt der Reife frei und ungehindert abzuernten.

Im Interesse der Aufrechterhaltung des Ansehens der weissen Rasse gegenüber den Eingeborenen hat die Durchführung dieses Vertrages, in Sonderheit, was die Räumung von Stationen und Posten, die Entfernung von Flaggen und sonstigen Hoheitszeichen anlangt, in einer Form zu erfolgen, die den Eingeborenen das Fortbestehen freundschaftlicher Beziehungen zwischen den beiderseitigen Regierungen deutlich zum Ausdruck bringt.

Die Festsetzungen der Einzelheiten der feierlichen Uebergabe bleibt der Vereinbarung der örtlichen Verwaltungsorgane überlassen, die tunlichst

rapidement que possible d'instructions | beschleunigt mit entsprechenden Wei-
concordantes. | sungen zu versehen sind.

Bruxelles, le 14 mai 1910.

Brüssel, den 14. Mai 1910.

(S.) J. VAN DEN HEUVEL,

(Gcz.) EBERMAIER,

(S.) A. VAN MALDEGHEM,

(Gcz.) VON DANCKELMAN,

(S.) Chev^r VAN DER ELST.

(Gcz.) Kurt Freiherr v. LERSNER.



(19)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 23 DECEMBER 1910.

Ontwerp van wet tot goedkeuring van de Overeenkomst van 11 Augustus 1910, waarbij de grenzen van de Belgische Kolonie Congo en van het Duitsche Protectoraat in Oost-Afrika werden vastgesteld.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

In het verslag van de lasthebbers der Belgische Regeering, belast met de voorbereiding van het verdrag tot afstand van den Onafhankelijken Congostaat aan België, werd gewag gemaakt van de ten tijde der overdracht in gang zijnde onderhandelingen tot voltooiing van het groote werk der grensscheiding van het grondgebied van den Staat, werk dat sinds 1885 over al de grenzen voor en na werd voortgezet.

De bij het verslag gevoegde nota luidde, wat betreft de grens tusschen Congo en de Duitsche bezittingen in Oost-Afrika, als volgt :

« Er dient nog met de Duitsche Regeering overreengekomen aangaande dat gedeelte der gemeenschappelijke grens welk, bij de Onzijdigverklaring, vastgesteld werd op eene rechte lijn uitgaande van het meest noordelijk punt van het Tanganika-meer tot aan het snijpunt van 30° Oost Greenwich met 1°20' Zuiderbreedte. »

Na de goedkeuring, door de Kamers, van de aanhechting van Congo, knoopte de Regeering onderhandelingen aan met Duitschland ten einde tot de overeenkomst te geraken, welke diende tot stand gebracht.

Beide betrokken partijen verschilden van meening omtrent de vraag, hoe de grens diende getrokken krachtens de bestaande internationale akten.

* *

De Congostaat had beweerd — en de Belgische Regeering nam die stel-

H

ling tot de hare — dat de Onzijdigverklaring van 1 Augustus 1885 de besprekingen moest beheerschen.

Door bedoelde internationale akte stelde de Congostaat de Mogendheden, welke de Algemeene Akte van de Berlijnsche Conferentie hadden ondertee-kend, in kennis met zijn wil steeds onzijdig te blijven, krachtens het recht hem verleend bij artikel 10 van voormelde Algemeene Akte, waartoe de Internationale Vereeniging van Congo was toegetreden.

De Onzijdigverklaring maakte eene beschrijving der grenzen van het grondgebied, waarop zij moest toegepast worden, noodzakelijk.

Inderdaad, al de Mogendheden, welke vertegenwoordigd waren ter Berlijnsche Conferentie van 1884-1885, hadden de Internationale Vereeniging van Congo, bij met haar aangegane bijzondere overeenkomsten, erkend tot een bevrienden Staat. Echter werden enkel aan vier van deze overeenkomsten (die van 8 November 1884 met Duitschland, die van 5 Februari 1885 met Frankrijk, die van 14 Februari met Portugal en die van 23 Februari met België) kaarten toegevoegd. Opgemaakt toen Midden-Afrika nog slecht gekend was, waren die kaarten zeer gebrekkig. Geteekend op kleine schaal, vertoonden zij de in der haast met rooden inkt tijdens vluch-tige onderhandelingen getrokken grenslijnen van het gebied, dat door de Internationale Vereeniging van Congo werd opgeëischt. Op die kaarten waren verschillen aan te stippen die hierdoor kunnen verklaard worden, dat het sluiten van de verscheidene overeenkomsten, waaraan zij waren toegevoegd, de uitslag was van eene reeks achtereenvolgende en afzonder-lijke onderhandelingen.

Tusschen Februari en Augustus 1885 kon vastgesteld worden, dat de grenzen van het Congo-gebied verschilden volgens men zich beriep op de eene of op de andere van die kaarten.

Om moeilijkheden te voorkomen, moest eenheid worden gebracht in de grensscheiding en moest de juiste beschrijving daarvan ter kennis worden gebracht van al de Mogendheden die de Internationale Vereeniging van Congo tot een bevrienden Staat hadden erkend. Dit werd onontbeerlijk, toen de Onafhankelijke Staat zijne Onzijdigverklaring aflegde en uit dien hoofde werd in bedoelde internationale Akte navermelde volzin ingelascht :

« Het stelsel der onzijdigheid zal toegepast worden op het grondgebied van den Onafhankelijken Congostaat, gelegen binnen de grenzen welke voortspruiten uit de verdragen die de Internationale Vereeniging achtereenvolgens heeft gesloten met Duitschland, Frankrijk en Portugal, verdragen beteekend aan de Berlijnsche Conferentie en toegevoegd aan dezer proto-kollen, en welke bepaald zijn aldus : »

Volgt eene beschrijving der grenzen, waarvan enkel dit dient aange-stipt :

« Ten Oosten :

» De 30^e graad Oosterlengte Greenwich tot op 1°20' Zuiderbreedte;

» Eene rechte lijn, getrokken van aan het snijpunt van 30° Oosterlengte

met den parallel van 4°20' Zuiderbreedte tot aan het noordelijk uiteinde van het Tanganika-meer;

» De mediaanlijn van het Tanganika-meer; »

Het ontwerp der Onzijdigverklaring was, in Juli 1885, den kanselier van het Deutsche Keizerrijk, die de Berlijnsche Conferentie had voorgezeten, medegedeeld geworden. Prins von Bismarck had de bewoordingen ervan goedgekeurd, zooals blijkt uit een brief, op 21 Juli 1885 door graaf von Beust, zaakgelastigde van Duitschland te Brussel, gezonden aan prins de Caraman-Chimay, Belgisch Minister van Buitenlandsche Zaken. Graaf von Beust liet zich uit als volgt :

« Uit het onderzoek der grenzen van den Congostaat blijkt, dat deze over het algemeen overeenkomen met die welke bepaald zijn in de verdragen tot heden door de Internationale Vereeniging gesloten met Duitschland, Frankrijk en Portugal. Zijne Doorluchtige Hoogheid (Prins von Bismarck) oppert geen bezwaar omtrent de latere vergunningen welke door Frankrijk zijn toegestaan in zijne overeenkomst met de Internationale Vereeniging en welke niet opgenomen zijn in het door deze met Duitschland gesloten verdrag. Zijne Hoogheid verzet er zich evenmin tegen dat, in het ontwerp van beteekening, de oostelijke grenzen van den nieuwen Staat loopen over het midden van de Tanganika- en Moëro-meren, alhoewel, volgens het verdrag met Frankrijk, de westeroever van beide meren de grens moet zijn. »

Voorts heeft de kanselier van het Deutsche Rijk verklaard, het opstel van de ontwerpen, die hem werden voorgelegd, goed te keuren. »

De Belgische Regeering, erfgenaam van den Onafhankelijken Congostaat, beschouwde evenals deze, de door Prins von Bismarck goedgekeurde Onzijdigverklaring van 1 Augustus 1885 als de oorkonde die, de vroegere kaarten vervangende, alleen gelden moest tot bepaling der grens van Congo in het gedeelte, palende aan het Deutsche Protectoraat van Oost-Afrika.

. . .

De Keizerlijke Regeering integendeel beschouwde de Onzijdigverklaring, wat de grensscheiding betreft, enkel als eene eenvoudige samenvatting van de kaarten die toegevoegd waren aan de vroegere door de Internationale Vereeniging van Congo gesloten verdragen.

Tot staving van deze stelling, beriep zij zich op de bewoordingen zelf van de Verklaring, zooals zij hiervoren zijn aangehaald en waarin bedoelde verdragen worden vermeld. Nog werd door haar ingebracht, dat uit den brief van graaf von Beust aan prins de Caraman-Chimay bleek, dat de kanselier van het Deutsche Rijk de Verklaring had goedgekeurd, omdat de grenzen, zooals zij er in beschreven waren, overeenkwamen met die van de aan de verdragen toegevoegde kaarten en inzonderheid met die van de

kaart behorende bij de Overeenkomst van 5 Februari 1885 tusschen Frankrijk en de Internationale Vereeniging.

Volgens de Duitsche stelling zou door de latere ontdekkingen zijn uitgewezen dat werkelijk, ten Noorden van het Tanganika-meer, de lijn van de Onzijdigverklaring niet overeenkwam met de lijn van het verdrag tusschen Frankrijk en Congo, doch daarvan merkelyk afweek naar het Oosten toe. De Duitsche Regeering besloot eruit dat, door in 1885 de Onzijdigverklaring te aanvaarden en door er zich bij verschillende gelegenheden in den loop der volgende jaren naar te gedragen, zij omtrent de hoofdzaak een misslag had begaan, die hare toetreding van onwaarde maakte.

In die voorwaarden bleef de kaart, toegevoegd aan het verdrag van 5 Februari 1885 tusschen Frankrijk en de Internationale Vereeniging, voor de Keizerlijke Regeering, uit hoofde zelf van de bewoordingen van den brief van graaf von Beust, de eenige oorkonde tot bepaling van de Oostergrens van den Congostaat, in het gedeelte palende aan het Duitsche Protectoraat van Oost-Afrika.

Duitschland meende zich bijgevolg gerechtigd geheel het grondgebied op te eischen, dat het zijne ware geweest met de grens van het verdrag van 5 Februari 1885, overgebracht op eene nieuwere kaart, zooals op bijgaande schets door eene blauwe lijn is aangewezen.

De grens volgde op de kaart van 5 Februari 1885 de Ruzizi-rivier van aan hare monding in het Tanganika-meer tot op een zekeren afstand van het meer dat door die rivier afloopt. Daarna week de grens af van de rivier, ging ten Westen van haar bovenloop en van bedoeld meer en liep uit, met eene regelmatige bocht, op het snijpunt van 1° Zuiderbreedte met meridiaan 30° Oost Greenwich.

Men liet in Duitschland gelden dat de grens, zoowel op eene nieuwere kaart als ter plaatse, derwijze diende getrokken dat zij in dezelfde verhouding bleef tot de verschillende voornoemde bodembijzonderheden, al zijn deze werkelijk meer westelijk gelegen dan in 1885 werd vermoed. Zoo kwam men ertoe te beweren dat het Duitsche Rijk de beide oevers van het Kivu-meer en bijna de geheele ten Noordoosten van dit meer gelegen vulkanische streek van het Virunga-gebergte mocht opeischen.

* *

Dit waren, in enkele woorden, de tegenstrijdige meeningen van beide betrokken Regeeringen. Bij de overneming van Congo, waren hare wederzijdsche stellingen niet al te duidelijk afgeteekend in een gezamenlijken staat van zaken die integendeel zeer verward was geraakt. Dit was, overigens, niet te verwonderen.

Het geschil vond inderdaad zijn oorsprong vijf en twintig jaar te voren, daar het in verband stond met de onderhandelingen, die de erkenning van de Internationale Vereeniging van Congo door de Mogendheden in 1884-1885 hadden voorafgegaan. De strijdvrage was begonnen omtrent het jaar 1898, nadat de aan het Kivu-meer gelegen streken werkelijk bezet

waren geweest door de agenten van beide betrokken partijen. Het is allicht begrijpelijk dat, in zoo langen tijd, de toestand door menigvuldige voorvallen nog ingewikkelder was geworden; voorloopige schikkingen moesten getroffen worden om ter plaatse de betrekkingen te regelen van de gezagvoerders der beide landen; die schikkingen zelve werden op verschillende wijzen uitgelegd; pogingen waren aangewend geworden om den grond van het geschil te effenen, inzonderheid in 1900, toen de heer Beer-naert door den Koning-Souverein naar Berlijn werd afgezonden om eene overeenkomst tot stand te brengen. Men bemerkte alsdan dat de betwiste streek onvoldoende bekend was en de onderhandelingen liepen uit op de aanstelling van eene gemengde commissie die belast werd de kaart op te nemen van geheel het grondgebied nabij het Kivu-meer en het Virunga-gebergte.

De Duitsche en de Belgische leden der gemengde commissie konden het niet eens worden omtrent de strekking van hunne onderrichtingen noch omtrent den zin van sommige aardrijkskundige uitdrukkingen, en zoo gaven hunne uiteenlopende zienswijzen aanleiding tot nieuwe moeilijkheden tusschen beide Regeeringen.

Ten slotte maakte eene derde Mogendheid, Groot-Britannië, aanspraak op een gedeelte van het grondgebied dat reeds door Duitschland en door den Congostaat werd opgeëischt.

Bij verdrag van 1 Juli 1890, hadden Duitschland en Groot-Britannië de grenzen van hun wederzijdsch gebied in Oost-Afrika afgebakend. Volgens dit verdrag moest de Mfumbiro-berg toebehooren aan Groot-Britannië. Later had die Mogendheid met den Souverein van den Onafhankelijken Congostaat de Overeenkomst gesloten van 12 Mei 1894, waarbij de grens der Congoleesche en Britsche bezittingen ten Noorden van het Duitsche gebied van Oost-Afrika gelegd werd onder den 30ⁿ meridiaan Oost Greenwich (zooals in de Gnzijdigverklaring van 1885). In de Overeenkomst van 12 Mei 1894 was de Mfumbiro-berg niet vermeld, doch hare inleiding bevatte de erkenning, door den Souverein van den Onafhankelijken Congostaat, van het Britsch gebied zooals het was afgebakend in het Engelsch-Duitsch verdrag van 1 Juli 1890.

Engeland beweerde dat, uit dien hoofde, de Congostaat de Engelsche souvereiniteit over den Mfumbiro-berg had erkend en bracht tevens in herinnering dat, op de kaarten van 1894, de Mfumbiro-berg afgebeeld was ten Oosten van den 30ⁿ meridiaan Greenwich; het zag in dit feit de bevestiging van het inzicht, dat het den onderteekenaars van de Overeenkomst van 12 Mei 1894 toeschreef, bedoelden berg te stellen onder Britsche souvereiniteit.

De Engelsche Regeering hield staande dat de Mfumbiro-berg van Speke en van Stanley de geheele vulkanische keten van het Virunga-gebergte omvatte ⁽¹⁾.

(1) De groene lijn op bijgaande kaart wijst het distrikt aan, dat Engeland opeischte.

Duitschland, verbonden tegenover Groot-Britannië door zijn verdrag van 1 Juli 1890 en meenende tegenover den Congostaat aanspraak te hebben op het bezit van de Virunga-keten, had zich bereid getoond een groot gedeelte van die bergstreek aan Engeland te laten.

. . .

Zoodanig was de toestand, voortspruitende uit dien samenloop van gelijkaardige en tegenstrijdige eischen, dat weldra bleek dat enkel eene Conferentie van gemachtigden der drie betrokken Mogendheden ertoe zou geraken, door mondelinge besprekingen, de zienswijzen nader te bepalen en eene algemeene overeenkomst voor te bereiden.

In het najaar 1909, stelde de Deutsche Regeering voor, samen te onderhandelen. 's Konings Regeering trad dit voorstel toe, evenals de Britsche Regeering, die daarbij echter bedong dat hare deelneming niet tot gevolg zou hebben, de erkenning van de overdracht van Congo aan België. In het begin van December 1909 waren de drie Regeeringen het eens om de voorgestelde Conferentie bijeen te roepen te Brussel, op 7 Januari 1910.

Door het afsterven van Koning Leopold II werd de eerste samenkomst der gemachtigden eenigszins verdaagd : zij had plaats op 8 Februari 1910.

. . .

De Belgische gemachtigden waren de heeren Van den Heuvel, Staatsminister, van Maldeghem, eerste voorzitter van het Verbrekingshof, en baron van der Elst, algemeen secretaris van het Departement van Buitenlandsche Zaken. Duitschland was vertegenwoordigd door de heeren Ebermaier en baron von Danckelman, geheime opperregeeringsraden bij het Keizerlijk Departement van Koloniën, en baron von Lersner, van het Keizerlijk Departement van Buitenlandsche Zaken.

Groot-Britannië vertrouwde de verdediging van zijne belangen toe aan Sir Arthur Hardinge, zijn Gevolmachtigd Minister te Brussel, aan kolonel Close, bestuurder van den Landkaartdienst bij het War Office, aan den heer Tilley, bestuurder van de Afdeeling van Afrikaansche Zaken bij het Foreign Office, en aan kapitein Behrens, genicofficier.

De onderhandelingen, die moeilijk waren, duurden tot 14 Mei.

Op dien dag waren de gemachtigden het eens geworden om te onderteekenen en aan hunne lastgevers eene reeks minnelijke schikkingen voor te stellen, tot bepaling van de grenzen tusschen Duitsch Oost-Afrika en de kolonie Congo, tusschen deze en het Britsch Protectoraat Uganda en eindelijk tusschen Uganda en Duitsch Oost-Afrika.

Het ontwerp van schikking tusschen België en Duitschland werd bevestigd op 11 Augustus laatstleden door eene Overeenkomst in behoorlijken vorm, onderteekend door de gevolmachtigden van beide landen.

Vooraleer bedoelde Overeenkomst te bekrachtigen, heeft de Belgische Regeering haar willen onderwerpen aan de goedkeuring der Wetgevende Kamers, door dezen bijgaand wetsontwerp voor te leggen.

Het ontwerp van Engelsch-Belgische Overeenkomst van 14 Mei 1910 strekt eenigszins verder dan voorzien was in het programma der werkzaamheden van de Belgische en de Britsche gemachtigden. Belast met het onderzoek van de vraag omtrent den Mfumbiro-berg, werden deze gemachtigden door den drang der zaken vanzelf genoopt, eveneens het grensgeschied, zoo genaamd van den 30ⁿ meridiaan, te bespreken en aan hunne Regeeringen eene oplossing voor te stellen tot gezamenlijke beslechting van die verschillende vragen.

Zooals reeds voor de Belgisch-Duitsche schikking het geval was, zal het ontwerp van Engelsch-Belgische overeenkomst later worden bevestigd door eene overeenkomst in behoorlijken vorm; van nu af echter heeft de Britsche Regeering ter kennis gebracht van 's Konings Regeering, dat zij bereid is bedoelde overeenkomst goed te keuren en ter plaatse voorloopig uit te voeren.

De openbare orde is niet langer overeen te brengen met de bijzondere regeling die voor eenige jaren in gemeen overleg werd ingevoerd. Door de bepaling dat beide Partijen zich zouden onthouden de betwiste landstrekken te bezetten, heeft die regeling tot gevolg gehad eene groote uitgestrektheid lands nabij den 30ⁿ meridiaan te onttrekken aan allen beschavenden invloed en zelfs aan alle gezag.

België is niet rechtstreeks betrokken bij de derde schikking van 14 Mei 1910, welke enkel ondertekend is door de Engelsche en de Duitsche gemachtigden. Bedoelde schikking geldt de juiste afbakening van de grensscheiding van het gebied van Duitschland en van Groot-Britannië; zij was noodig geworden door de nieuwe verdragen van beide Mogendheden met België en moest op afdoende wijze haar eigen verdrag van 1 Juli 1890, betreffende den Mfumbiro-berg, toelichten.

Thans worden de Kamers enkel genoodigd uitspraak te doen over het tusschen Duitschland en België gesloten verdrag, over wiens strekking de Regeering volgende uitleggingen meent te moeten geven.

. . .

Zoodra de Gemachtigden van België en van Duitschland ingezien hadden dat geene van beide partijen de door haar verdedigde rechtsstelling zou opgeven en dat enkel door eene minnelijke oplossing tot eene overeenkomst kon worden geraakt, werden zij ertoe gebracht op te zoeken of, tusschen de uiterste grenzen van het door ieder van hen opgeëischte gebied, geene aansluitende bodembijzonderheden waren, welke door beide betrokken partijen konden aangenomen worden als natuurlijke grens.

Overigens betwistten de Belgische Gemachtigden niet, dat de astronomische lijn welke, volgens de Onzijdigverklaring van 1885, tot grens was gesteld, in den geest der opstellers van die internationale akte bestemd was geweest om door eene redelijker grens te worden vervangen, wanneer Midden-Afrika beter bekend zou zijn geweest.

Door de betwiste landstreek loopt de groote geologische groeve of

« Graben » die, in zuid-noordelijke richting, Oost-Afrika doorsnijdt over een afstand van ongeveer 12 breedtegraden en in dewelke achtereenvolgens de Tanganika-, Kivu-, Edward- en Albert-meren liggen.

De diepte van die groeve, wil zeggen het dal van de Ruzizi en het Kiwu-meer zelf, boden eene natuurlijke lijn aan, waarop de aandacht moest vallen van de onderhandelaars.

Bedoelde lijn snijdt de betwiste landstreek niet in twee volkomen gelijke deelen, doch er bestaat geene andere die kan dienen tot aanneembare aardrijkskundige grens.

Daarenboven staat heel het ten Oosten van de Ruzizi en van het Kiwu-meer gelegen land onder het gezag van den machtigen sultan van Ruanda, die, volgens sommige schattingen, heerscht over anderhalf millioen onderdanen en wiens rijk zich grootendeels uitstrekt over een grondgebied dat onbetwistbaar voor Duitsch werd erkend, wil zeggen ten Oosten van de rechte lijn gaande van het uiteinde van het Tanganika-meer naar het snijpunt van meridiaan 30° met parallel 1°20'.

Blijkbaar diende men, bij het voorgoed vaststellen van de grensscheiding, zoowel rekening te houden met de eenigszins belangrijke inlandsche politieke eenheden, met het rassenverschil, als met de eigenlijke bodembijzonderheden. Te dien opzichte nog lag de lijn Ruzizi-Kiwu als aangewezen.

Ook hadden België noch Congostaat ooit het door hen ten Oosten van die lijn opgeëischte grondgebied bestuurd. Reeds in November 1899, toen zelfs de bezetting van de oostelijke streken van den Congostaat geleidelijk werd doorgedreven, had kapitein Hecq, die gelast was bezit te nemen van het ten Oosten van het Kiwu-meer en de Ruzizi gelegen grondgebied, waar voorheen de agenten van Congo enkel handelingen van tijdelijke bezetting hadden verricht, de Duitschers aldaar reeds gevestigd aangetroffen. Hij zag zich verplicht met den bevelhebber Berthe, gezagvoerder der Duitsche troepen, een vergelijk te treffen waarbij het bestuur van het land werd overgelaten aan de keizerlijke overheden, terwijl aan de Belgen toegestaan werd sommige posten te bezetten met eene even sterke macht, als die der Duitschers. Dit vergelijk werd bekrachtigd zoo te Brussel als te Berlijn.

Daaruit volgt dat, sedert twaalf jaar, de Congostaat ten Oosten van de Ruzizi en van het Kiwu-meer enkel de drie posten Ngoma, Shangugu en Nya-Kagunda had bezet, zonder ooit eenig gezag te voeren over de inboorlingen dier streek.

Door voorgaande beschouwingen werden de Gemachtigden van beide Regeeringen ertoe gebracht, als grensscheiding tusschen de Belgische en de Duitsche bezittingen ⁽¹⁾ den dalweg te kiezen van de Ruzizi, van aan dezer monding tot aan haar oorsprong in het Kiwu-meer. Nabij het Tanganika-meer vormt de rivier eene kleine delta, waarin een vazal van den koning van Ruanda sommige rechten uitoefent. Uit dien hoofde werd de westelijke tak der delta tot grens gekozen.

(1) Zie de roode lijn op de bijgaande kaart.

Door het Kiwu-meer heen werd de grens derwijze getrokken, dat elke van beide partijen een aantal eilanden bekomt. De voornaamste, Kwidjwi en Iwinza, vielen België ten deel.

Wezenlijk onderworpen aan het stelsel van het vergelijk tusschen Bethe en Hecq, stonden die eilanden tot heden onder Duitsch beheer. Om ze voor goed onder België's souvereiniteit te brengen, deden de Belgische gemachtigden gelden dat die eilanden niet konden beschouwd worden als deel uit te maken van het grondgebied van Ruanda en dat, wilde men de betwiste streken billijk verdeelen, ze niet mochten toegekend worden aan het Duitsche Protectoraat. De keizerlijke Gemachtigden namen eindelijk de beweegredenen van hunne Belgische collega's aan, onder beding dat de privaatrechten welke de Duitsche zendelingen op het eiland verworven hadden, alsmede sommige gebruiksrechten, behoorende aan de inboorlingen van de Oostkust van het Kiwu-meer, zouden geëerbiedigd worden.

Ten Noorden van het meer, moest men er zich in het ontwerp van overeenkomst van 14 Mei bij bepalen, enkel in breede trekken de richting der grens vast te stellen.

De Brusselsche Conferentie heeft als de beste natuurlijke lijn aangewezen de kruin der Virunga-keten die, naar het Noorden toe, tot grens dient van Ruanda en die als eene dwars door de « Graben » opgeworpen grensweër is. België echter had er het grootste belang bij in bezit te blijven van den weg gaande van het Kiwu-meer naar Rutchuru en loopende tusschen den vuurberg Tcha-nina-Congo en de vuurbergen Karissimbi en Mikeno; men besloot dus dat de grens zou uitgaan van den Noorderoever van het Kiwu-meer, ten Oosten van Ngoma. Van daaruit zou ze gaan naar de spits van den Karissimbi, toppunt van het Virunga-gebergte ⁽¹⁾, en steeds loopen ten Oosten van bedoelden weg, doch tamelijk dicht langsheen dezen, derwijze dat zoo weinig mogelijk afgesneden worde van het grondgebied van den sultan van Ruanda, waarop, in de nabijheid, eenige nederzettingen worden aangetroffen. Sommige van dien ederzettingen bevinden zich zelfs ten Westen van den weg. Daarom werd in de Overeenkomst bepaald dat den inboorlingen, wonende in een omtrek van 10 kilometer ten Westen van de nieuwe grens, een termijn van zes maanden wordt vergund om met hunne roerende goederen en hunne kudden uit te wijken naar het Duitsche gebied, wil zeggen zich te vestigen binnen de nieuwe grenzen van Ruanda.

Nadat zij de spits van den Karissimbi heeft bereikt, gaat de Belgisch-Duitsche grens over de spits van den vuurberg Vissoke of Kishasha naar het toppunt van den Sabinjo, waar zij ten einde loopt.

Laatstvermeld toppunt werd door de Gemachtigden der drie betrokken landen gekozen tot nieuw raakpunt van het Duitsch, het Belgisch en het Engelsch grondgebied.

Ten Oosten van den Sabinjo begint de nieuwe Engelsch-Duitsche grens die, voort over de kruin van het Virunga-gebergte, doorloopt tot aan het

(1) Dit gedeelte der grens is op bijgaande kaart aangewezen door eene puntenlijn.

Victoria-meer. Naar het Noorden toe begint de nieuwe Engelsch-Belgische grens, waarvan de richting op bijgaande kaart is aangewezen door eene roode puntenlijn.

Groot-Britannië verzaakte inderdaad de opeisching van heel het Virunga-gebergte, om zich enkel te vergenoegen met het bekomen van den toegang tot de drie meest oostelijke bergspitsen der keten, met de vulcanische vlakte die daarvan de noordelijke helling is. Die vlakte draagt den inlandschen naam Ufumbiro, naam dien Speke en Stanley eertijds, afgaande op inlichtingen van inboorlingen, gaven aan die vuurbergen zelve welke zij hadden kunnen zien van uit het op grooten afstand naar het Oosten gelegen distrikt Karagwe.

Eene gemengde commissie van vakmannen, aangewezen door de Duitsche, de Britsche en de Belgische Regeering is thans op weg naar Midden-Afrika om ter plaatse het werk van de Brusselsche Conferentie te voltooien en dezelve onmiddellijke uitvoering mogelijk te maken.

De bepalingen van de Overeenkomst van 11 Augustus 1910 met het Duitsche Keizerrijk, welke hiervoren niet zijn toegelicht, schijnen geene nadere uitlegging te behoeven. De Regeering vertrouwt dat de Kamers deze Overeenkomst zullen goedkeuren en dat zij zich met haar gelukkig zullen achten, op eene wijze die aan beide betrokken partijen voldoening schenkt, een geschil te zien beslechten dat langen tijd heeft gedrukt op de betrekkingen tusschen den Onafhankelijken Congostaat en Duitschland.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
J. DAVIGNON.

(10 bis)

1910/11

N° 59

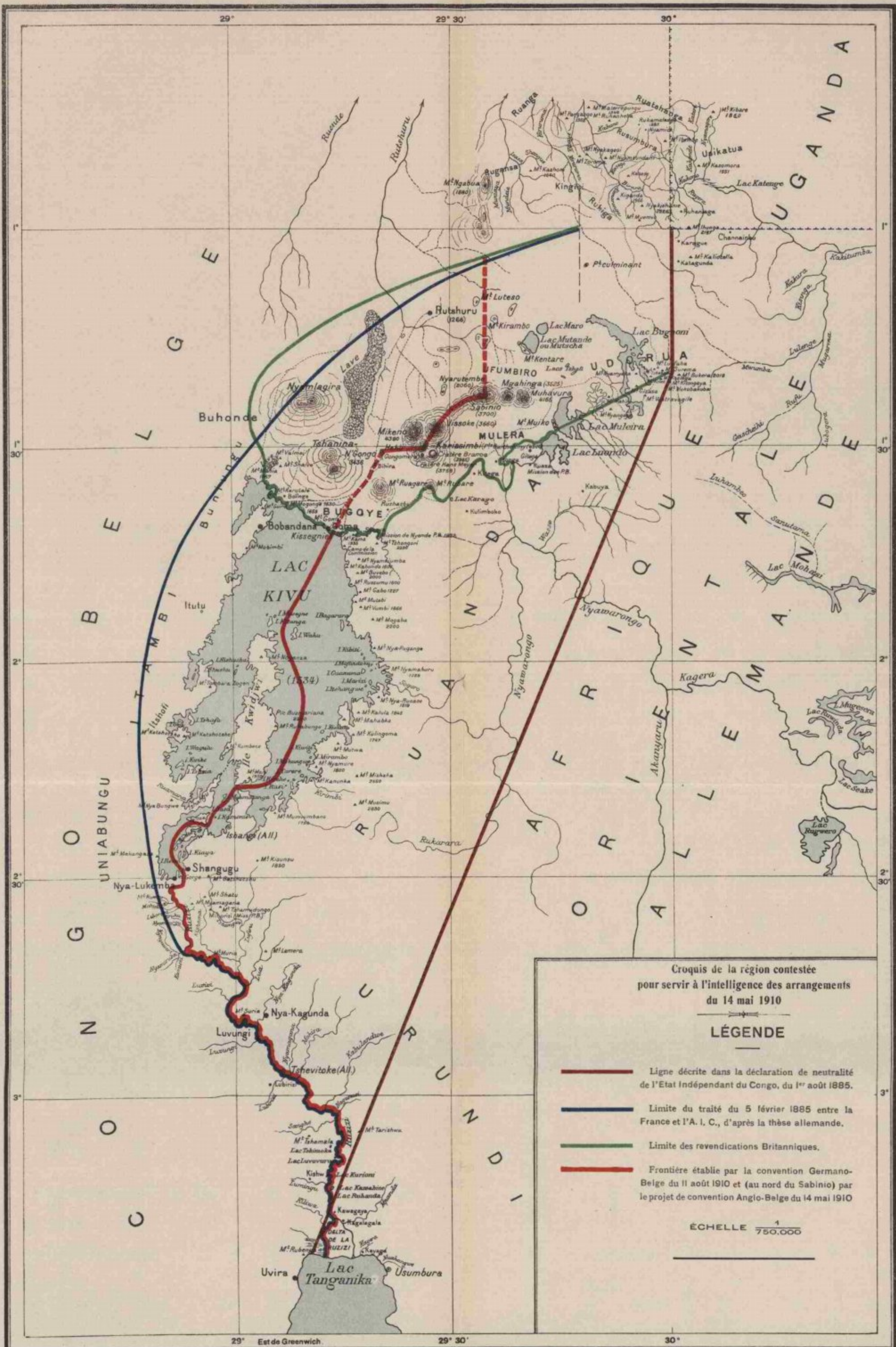
Croquis de la région contestée pour servir à l'intelligence

des arrangements du

14 mai 1910

cfr 35 mm film

1 plan(s)



Projet de loi approuvant la Convention du 11 août 1910 qui a déterminé les frontières de la Colonie belge du Congo et du Protectorat allemand de l'Afrique orientale.

Ontwerp van wet tot goedkeuring van de Overeenkomst van 11 Augustus 1910, waarbij de grenzen van de Belgische Kolonie Congo en van het Duitsche Protectoraat in Oost-Afrika werden vastgesteld.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé, en Notre nom, de présenter aux Chambres le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention du 11 août 1910, qui a déterminé les frontières de la Colonie belge du Congo et du Protectorat allemand de l'Afrique orientale, sortira ses pleins et entiers effets.

Donné à Laeken, le 22 décembre 1910.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast, in Onzen naam aan de Kamers het wetsontwerp voor te leggen, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De Overeenkomst van 11 Augustus 1910, waarbij de grenzen van de Belgische Kolonie Congo en van het Duitsche Protectoraat in Oost-Afrika werden vastgesteld, zal hare volle en algeheele kracht hebben.

Gegeven te Laeken, den 22ⁿ December 1910.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

J. DAVIGNON.

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

(11)

OVEREENKOMST

De Regeering van Zijne Majesteit den Koning der Belgen en de Regeering van Zijne Majesteit den Duitschen Keizer, Koning van Pruisen, zijn overceengekomen, door eene diplomatieke overeenkomst de grenzen te bepalen van de Belgische Kolonie Congo en het Duitsche Protectoraat in Oost-Afrika, en hebben daarbij vastgesteld als volgt :

ARTIKEL I.

Wordt goedgekeurd de te Brussel, op 14 Mei 1910, door de gemachtigden van de Regeering van Zijne Majesteit den Koning der Belgen en door die van de Regeering van Zijne Majesteit den Duitschen Keizer, Koning van Pruisen, onderteekende schikking tot vaststelling voorgoed van de grenslijn tusschen de Belgische Kolonie Congo en het Duitsche Protectoraat in Oost-Afrika, ten Noorden van Tanganika.

Voormelde schikking behoort, als wezenlijk bestanddeel, bij deze Overeenkomst.

ARTIKEL II.

Deze Overeenkomst zal bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen zoo spoedig mogelijk te Brussel uitgewisseld worden.

Ten blijke waarvan de wederzijdsche Gevolmachtigden deze Overeenkomst

Die Regierung Seiner Majestät des Königs der Belgier und die Regierung Seiner Majestät des Deutschen Kaisers und Königs von Preussen sind übereingekommen, durch eine diplomatische Vereinbarung die Grenzen der Belgischen Kongokolonie und des Schutzgebiets von Deutsch-Ostafrika zu regeln, und haben dabei folgendes festgesetzt :

ARTIKEL I.

Es wird das zu Brüssel am 14. Mai 1910 von den Delegierten der Regierungen Seiner Majestät des Königs der Belgier und Seiner Majestät des Deutschen Kaisers und Königs von Preussen unterzeichnete Abkommen in Betreff der endgültigen Festlegung der Grenzlinie zwischen der Belgischen Kongokolonie und den Schutzgebiet von Deutsch-Ostafrika nördlich des Tanganika gutgeheissen.

Das genannte Abkommen bleibt der gegenwärtigen Vereinbarung als wesentlicher Bestandteil beigelegt.

ARTIKEL II.

Die gegenwärtige Vereinbarung wird ratifiziert und die Ratifikationsurkunden werden in möglichst kürzer Frist zu Brüssel ausgetauscht werden.

Zu Urkunde dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten die gegen-

hebben onderteekend en van hun zegel voorzien.	wärtige Uebereinkunft vollzogen und ihre Siegel beigedrückt.
--	--

Brussel, den 11^{en} Augustus 1910.

Brussel, den 11. August 1910.

*De Minister van Buitenlandsche Zaken van Zijne Majesteit den Koning der Belgen,**Der Königliche Belgische Minister der Auswärtigen Angelegenheiten,*

(L. S.) DAVIGNON.

*De Buitengewone Gezant en Gevolmachtigde Minister van Zijne Majesteit den Duitschen Keizer, Koning van Pruisen,**Der Ausserordentliche Gesandte und Bevollmächtigte Minister Seiner Majestät des Deutschen Kaisers und Königs von Preussen,*

(L. S.) H. VON FLOTOW.

De ondergeteekenden, welke door hunne wederzijdsche Regeeringen gemachtigd zijn om, na beraadslaging, voorgoed de grenslijn vast te stellen tusschen de Belgische Kolonie Congo en Duitsch Oost-Afrika, ten Noorden van het Tanganika-meer, zijn overeengekomen bedoelde grenslijn, behoudens de goedkeuring van hunne Regeeringen, te bepalen als volgt :

Van aan het Tanganika-meer tot aan het Kiwu-meer :

De grens wijkt, met eene inbuiging van de mediaanlijn van het Tanganika-meer en volgt den dalweg van den westelijken hoofdarm van de delta van den Ruzizi-stroom tot aan de Noorderpunt van die delta.

Van hieruit volgt zij den dalweg van de Ruzizi tot aan dezes oorsprong uit het Kiwu-meer. Daar waar de rivier zich in verschillende armen splitst, bepalen de plaatselijke overheden zoo spoedig mogelijk den hoofdarm, waarvan de dalweg tot grens dient.

Door het Kiwu-meer :

De grens volgt de op bijgaande kaart I aangewezen lijn. Deze lijn begint aan de Ruzizi en loopt uit, ten Noorden, op een punt van den oever dat ligt halverwegen tusschen den Ngoma-post en de boma van Kissenji.

Zij laat ten Westen inzonderheid de

Die Unterzeichneten, welche von ihren beiderseitigen Regierungen beauftragt sind, im Norden des Tanganikasees eine endgültige Grenze zwischen der Belgischen Kongokolonie und Deutsch-Ostafrika zu beraten und festzusetzen, sind übereingekommen, diese Grenze vorbehaltlich der Genehmigung ihrer Regierungen wie folgt zu bestimmen :

Vom Tanganikasee bis zum Kiwusee :

Die Grenze biegt in dem nördlichen Teil des Tanganikasees von der Mittellinie dieses Sees in den Talweg des westlichen Hauptarmes des Ruzizi-flusses ein und folgt dann dem Talweg dieses Flussarmes aufwärts bis zur Nordspitze des Deltas.

Von hieraus folgt sie dem Talweg des Ruzizi bis zu seinem Austritt aus dem Kiwusee. An Stellen an denen sich der Fluss in mehrere Arme teilt, sollen die örtlichen Verwaltungsorgane sobald als möglich den Hauptarm feststellen. Der Talweg dieses Hauptarms gilt als Grenze.

Durch den Kiwusee :

Die Grenze folgt der auf der beiliegenden Karte I eingetragenen Linie. Diese Linie beginnt am Ausfluss des Ruzizi und endigt im Norden an einem Punkt des Seeufers, der mittwegs zwischen dem Ngoma-Posten und der Boma von Kissenji liegt.

Diese Linie lässt unter anderm die

eilanden Iwindje, Kinjavaranga (Njamaronge), Kwidjwi en Kitanga, die aan België behooren, en ten Oosten de eilanden Ihaja (Kikaja), Ngombo, Kimenje en Waù, die aan Duitschland behooren.

Ten Noorden van het Kiwu-meer :

De grens volgt eerst, naar het Noorden toe, tot op een afstand van 500 meter ten Zuiden van den op bijgaande kaart II in het rood aangewezen weg, die loopt van Ngoma over Bussoro-Iwuwi-Niakawanda-Buhamba naar den bergpas tusschen den Rukeri en den Hehu, zoo dicht mogelijk den meridiaan van het punt dat ligt halverwegen tusschen den Belgischen post Ngoma en de boma van de Duitsche statie Kissenji. Bij het trekken van bedoelden meridiaan, dient rekening gehouden met de nederzettingen van inboorlingen welke op die lijn mochten worden ontmoet, en wel derwijze dat zij zooveel mogelijk op Duitsch grondgebied blijven.

Van aan dit punt, zwenkt de grens naar het Noordoosten toe en loopt op een afstand van 500 meter ten Oosten van den hiervoren aangewezen weg tot op de hoogte van den parallel van Niakawanda, in het zwart aangeduid op bijgaande kaart II.

Daar waar aan de streek natuurlijke grenzen kunnen worden aangepast, mag de grens afwijken tot op 1,000 meter ten Oosten van voormelden weg.

Enkel ingeval de afwijking mocht tot gevolg hebben nederzettingen van inboorlingen af te snijden van het Duitsche grondgebied, mag, in den regel, de afstand van 500 meter van bedoelden weg niet overtroffen worden.

Inseln Iwindje, Kinjavaranga (Njamaronge), Kwidjwi und Kitanga, die Belgisch werden, westlich und die Inseln Ihaja (Kikaja). Ngombo, Kimenje und Waù, die deutsch werden, östlich liegen.

Im Norden¹ des Kivusees :

Die Grenze folgt zunächst nach Norden bis auf eine Entfernung von 500 Meter südlich des auf der anliegenden Karte II mit roter Farbe eingetragenen Weges, der von Ngoma über Bussoro-Iwuwi-Niakawanda-Buhamba zur Passhöhe zwischen dem Rukeri und Hehuberge führt, so nahe wie möglich dem Meridian des Punktes, der halbwegs zwischen dem Belgischen Posten Ngoma und der Boma der Deutschen Station Kissenji liegt. Dabei ist auf die im Zuge des Meridians etwa liegenden Eingeborensiedelungen in der Weise Rücksicht zu nehmen, dass sie tunlichst nicht vom Deutschen Gebiet abgeschnitten werden.

Vom nördlichsten Punkte der wie vorstehend durch den Meridian bestimmten Grenze wendet sich diese nach Nordosten und verläuft bis in die Höhe des durch Niakawanda gezogenen und auf der anliegenden Karte II schwarz eingezeichneten Breitenparallels in einer Entfernung von 500 Meter östlich des vorerwähnten Weges.

Wo das Gelände die Möglichkeit bietet, sich an natürliche Grenzen anzupassen, darf die Entfernung der Grenze östlich der Wegestrecke bis zu 1,000 Meter betragen.

Nur dort, wo die Ausbiegung zur Folge haben würde, dass Eingeborensiedelungen vom Deutschen Gebiet abgeschnitten werden, soll die Entfernung von 500 Meter östlich des Weges grundsätzlich nicht überschritten werden.

Ten Noorden van Niakawanda is de weg op bijgaande kaart II enkel bij benadering afgebeeld.

Het zij wel verstaan dat, ingeval de weg verder naar het Oosten afwijkt dan op de kaart is aangewezen, de grens ten Oosten niet verder reiken mag dan tot aan de laagste daling van den grond tusschen de hellingen van den Niragongo en van den Karissimbi, op bijgaande kaart II in het groen bij benadering aangeduid.

Ten Noorden van den parallel van den Bihira-heuvel, wordt de grens derwijze getrokken dat zij, afzwenkende naar het Oosten toe en doorlopende ongeveer te halverwegen tusschen Bihira en Buhamba (zie bijgaande kaart II), waarbij zooveel mogelijk de natuurlijke terreingesteltenis benuttigd wordt, de Noorderspits van den Hehu bereike.

Het hiervoren beschreven grensgeedeelte van aan den Noorderoever van het Kiwu-meer tot aan den parallel, loopende over de Noorderspits van den Hehu, zal ter plaatse bepaald en afgebakend worden door eene gemengde Commissie, volgens de hiervoren gestelde regelen.

Van aan de Noorderspits van den Hehu, loopt de grens in rechte lijn naar het toppunt van den Karissimbi (Barthelemy-spits). Van het toppunt van den Karissimbi loopt de grens in rechte lijn naar de spits van den Vissoke (Kishasha). Van daar bereikt zij, over de kruin der keten van de tusschen die beide vuurbergen liggende kleine kraters, het toppunt van den Sabinjo (Sabjino). De spits van den Sabinjo (Sabjino) is het raakpunt van het Duitsch, het Belgisch en het Engelsch grondgebied. Hier begint, naar het Oosten toe, de Britsch-Duitsche en, naar het Noorden toe, de Britsch-Belgische grens.

De grenslijn, die de wateren van het Kiwu-meer doorsnijdt, wordt niet be-

Nördlich von Niakawanda ist der Weg auf der anliegenden Karte II nur annähernd wiedergegeben.

Es herrscht Einverständnis, dass, falls der Weg dort weiter nach Osten ausbiegt, als die Karte zeigt, die Grenze nach Osten nicht über die auf der anliegenden Karte II grün angedeutete tiefste Senkung zwischen den Hängen des Niragongo und des Karissimbi hinausgehen darf.

Nordwärts von dem Breitenparallel des Bihira-Hügels soll die Grenze so geführt werden, dass sie nach Osten ausbiegend und mittwegs zwischen Bihira und Buhamba hindurchführend unter tunlichster Benutzung natürlicher Terrainverhältnisse die Nordspitze des Hehu erreicht (vergleiche die anliegende Karte II).

Der oben beschriebene Grenzabschnitt vom Nordufer des Kiwusees bis zu dem durch die Nordspitze des Hehu laufenden Breitenparallel soll durch eine gemischte Kommission nach den vorstehend gegebenen Richtlinien an Ort und Stelle vermarktet werden.

Von der Nordspitze des Hehu verläuft die Grenze in gerader Linie bis zur höchsten Spitze des Karissimbi (Barthelemyspitze). Von der Spitze des Karissimbi wendet sich die Grenze in gerader Linie auf die Spitze des Vissoke (Kishasha). Von hier erreicht sie, der Kette der zwischen diesen beiden Vulkanen liegenden kleinen Krater folgend, die höchste Spitze des Sabinjo (Sabjino). Die Spitze des Sabinjo (Sabjino) bildet den Punkte, an dem die Deutschen, Belgischen und Britischen Gebiete zusammenstossen. Hier beginnt nach Osten zu die Deutsch-Britische, nach Norden zu die Belgisch Britische Grenze.

Soweit die vorbeschriebene Grenze die Wasserfläche des Kiwusees schnei-

schouwd als tolgrens. Bijgevolg zijn de tolwetten van beide Oeverkoloniën niet van toepassing op de te water vervoerde waren welke, tijdens de vaart op het meer, die grens mochten overschrijden, tenzij bedoelde waren gelost of overgescheept worden of wel het eene poging tot smokkelarij geldt.

Deze bepaling laat het recht van toezicht en van politie, dat door de overheden der Oeverkoloniën wordt uitgeoefend op de aan hunne wederzijdsche souvereiniteit onderworpen wateren, onaangeroerd.

De inboorlingen wonende ten Noorden van het Kiwu-meer, binnen een omtrek van 10 kilometer ten Westen van de hiervoren beschreven grenslijn, behouden het recht, binnen een termijn van zes maanden te rekenen van den dag waarop de afbakeningswerken ter plaatse voltooid zijn, met hunne roerende goederen en hunne kudden uit te wijken naar het Duitsche grondgebied. Zij die uitgeweken zijn, mogen vrij en ongehinderd de vruchten inzamelen die te velde stonden ten tijde van hun vertrek.

Tot handhaving van het aanzien van het blanke ras tegenover de inboorlingen, geschiedt de uitvoering van deze Overeenkomst, inzonderheid wat betreft de ontruiming van statien en posten, de afneming van vlaggen en andere teekenen van gezag, in zoodanigen vorm dat den inboorlingen duidelijk blijk, dat de vriendschappelijke betrekkingen tusschen beide Regeeringen blijven voortbestaan.

De bijzonderheden van de plechtige overgaaf der posten worden vastgesteld, in gemeen overleg, door de plaatselijke ambtenaren van beide kolo-

det, soll die Linie nicht als Zollgrenze gelten; das heisst: die Bestimmungen über Ein- und Ausfuhr, wie sie in den beiderseitigen Uferstaaten Geltung haben, sollen nicht auf Verschiffungen Anwendung finden, die auf der Fahrt über den See diese Grenze überschreiten, es sei denn, dass die Ware ausgeladen oder auf dem See von Fahrzeug zu Fahrzeug umgeladen wird oder es sich um Versuch des Schmuggels handelt.

Durch diese Bestimmung soll das Recht der Ueberwachung und der Ausübung der Polizeigewalt auf der der Territorialhoheit der Uferstaaten unterliegenden Wasserfläche jedoch nicht berührt werden.

Den innerhalb einer Entfernung von 10 Kilometer westlich der oben beschriebenen Grenze in dem Gebiet nördlich des Kiwusees wohnenden Eingeborenen wird das Recht vorbehalten, innerhalb einer Frist von sechs Monaten, gerechnet vom Tage des Abschlusses der Vermarkungsarbeiten an Ort und Stelle, mit ihrer gesamten fahrenden Habe einschliesslich des Viehes auf Deutsches Gebiet überzusiedeln, auch die zur Zeit der Uebersiedelung auf dem Felde noch aufstehende Frucht nach Eintritt der Reife frei und ungehindert abzuernten.

Im Interesse der Aufrechterhaltung des Ansehens der weissen Rasse gegenüber den Eingeborenen hat die Durchführung dieses Vertrages, in Sonderheit, was die Räumung von Stationen und Posten, die Entfernung von Flaggen und sonstigen Hoheitszeichen anlangt, in einer Form zu erfolgen, die den Eingeborenen das Fortbestehen freundschaftlicher Beziehungen zwischen den beiderseitigen Regierungen deutlich zum Ausdruck bringt.

Die Festsetzungen der Einzelheiten der feierlichen Uebergabe bleibt der Vereinbarung der örtlichen Verwaltungsorgane überlassen, die tunlichst

niën, aan dewelken, zoo spoedig mogelijk, overeenstemmende onderrichtingen gezonden worden.

Brussel, den 14^e Mei 1910.

(Get.) J. VAN DEN HEUVEL,
(Get.) A. VAN MALDEGHEM,
(Get.) Chev^r VAN DER ELST.

beschleunigt mit entsprechenden Weisungen zu versehen sind.

Brüssel, den 14. Mai 1910.

(Gcz.) EBERMAIER,
(Gcz.) VON DANCKELMAN,
(Gcz.) Kurt Freiherr v. LERSNER.

